



## Extrait du registre des délibérations

L'an deux mille vingt quatre le mardi 10 décembre 2024 à 18h30, les délégués de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Malo, dûment convoqués, se sont réunis Salle du Conseil, sous la Présidence de M. Gilles LURTON.

### **Etaient présents :**

M. MAHIEU Pierre-Yves, Mme GANDAIS Anne, Mme PELLERIN Caroline, pour la commune de Cancale,  
M. MASSERON Joël, pour la commune de Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine,  
Mme MARTIN Anita, pour la commune de La Fresnais,  
Mme LEGAC Nathalie, M. HAMEL Joël, pour la commune de La Gouesnière,  
M. CORNÉE Jean-Malo, pour la commune de La Ville-ès-Nonais,  
M. PRUVOST Régis, pour la commune de Le Tronchet,  
M. COMPAIN Olivier, Mme HELGEN Marie-Christine, Mme TOUTANT Agnès, pour la commune de Miniac-Morvan,  
M. BEAUDOIN Jean-Luc, Mme NORRIS-OLLIVIER Karine, pour la commune de Plerguer,  
Mme CADIOU Servane, M. FREDOU Jean-Michel, pour la commune de Saint-Coulomb,  
M. CHESNAIS Yves, Mme FERRET Marie-France, pour la commune de Saint-Jouan-des-Guérets,  
Mme DESQUESSES Caroline, Mme LE ROUILLÉ Anne-Katell, M. FLAUX Pascal, M. CRANCE Jean-Virgile, Mme FARCOT-JAFFRELOT Elodie, M. LEUX Johann, Mme ABADIE Florence, M. LURTON Gilles, M. KINIÉ Abel, Mme LE GAGNE Anne, M. BESSEICHE Serge, Mme RENARD Tiphaine, M. BELLOIR Nicolas, M. PERRIN Guillaume, Mme MOREAU Anne-Laure, Mme LEPRIZÉ Sophie, M. FEIGE Emmanuel pour la commune de Saint-Malo,  
M. COURDENT Stéphane, M. DE LA PORTBARRÉ Dominique, Mme VILLENEUVE-LÉVÊQUE Catherine, pour la commune de Saint-Méloir-des-Ondes,  
M. RICHEUX Jean-Francis, pour la commune de Saint-Père-Marc-en-Poulet,  
M. BIANCO Pascal, pour la commune de Saint-Suliac,

**Etaient absents excusés :** Mme RICHARD Armelle, M. MANIVELLE Jonathan, Mme BESLY-RUEL Chantal, M. RICHARD Victor, M. BIGAUD Florian, M. HARDOUIN Michel, Mme BEAUDOUT Sophie, M. VAURY Edouard, M. SIMON Pascal.

### **Pouvoirs :**

M. LAMBERT Frédéric à M. PERRIN Guillaume, Mme ROCHE Céline à Mme LEPRIZÉ Sophie, Mme LAUDE Sophie à Mme FARCOT-JAFFRELOT Elodie, Mme DANINO-SOISSON Sophie à Mme RENARD Tiphaine, Mme DUPUY Isabelle à M. BESSEICHE Serge, Mme BÉCHU Clarisse à Mme MOREAU Anne-Laure, M. DE LESQUEN Armel à M. CRANCE Jean-Virgile, Mme JOURNÉ Anna à M. LEUX Johann, M. GAUDIN Ludovic à Mme PELLERIN Caroline, M. POUSSIN Éric à Mme MARTIN Anita, Mme LETANOUX Bernadette à M. BIANCO Pascal, M. TURCAS Yann-Erwan à M. FLAUX Pascal.

### **Secrétaire de séance :** Régis PRUVOST

Convocation en date du 3 décembre 2024. Affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance du 10 décembre 2024.



## Conseil communautaire du 10 décembre 2024

### Délibération n°39-2024

COLLECTE - TRAITEMENT - VALORISATION DES DECHETS

**Objet : Stratégie des biodéchets - rapport d'étude préalable à la mise en place d'une gestion de proximité des biodéchets et approbation de la stratégie de déploiement**

Rapporteur : Monsieur Joël MASSERON, Vice-Président délégué

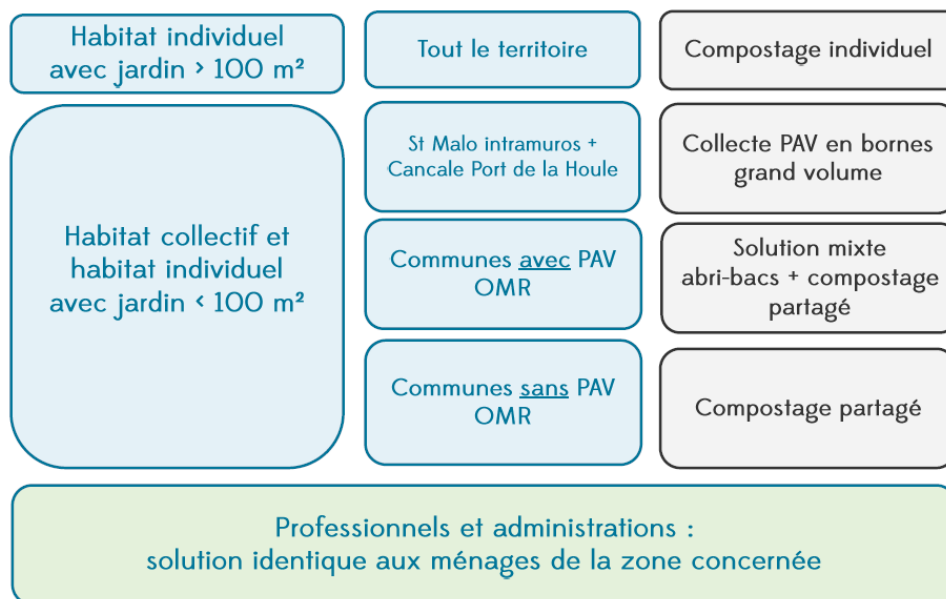
Au travers de l'objectif n°1 de son projet de territoire, Saint-Malo Agglomération s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets. Cela s'est traduit par l'élaboration et l'approbation de son PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) 2024-2030.

Dans le cadre de son cinquième axe, la collectivité souhaite encourager la gestion de proximité des biodéchets.

Aussi, et forte de cet engagement, Saint-Malo Agglomération a missionné le cabinet VERDICITE pour réaliser une étude préalable à l'instauration d'un tel dispositif.

D'après le diagnostic du territoire, la production de biodéchets est de 69,5kg/hab/an (donnée issue des caractérisations des ordures ménagères résiduelles de 2020 à 2024). Ce qui a permis de déterminer un gisement global de biodéchets équivalent à 6 985 tonnes (professionnels collectés à ce jour par Saint-Malo Agglomération compris).

Le cabinet d'étude a comparé deux scénarios basé sur la typologie d'habitat (peu dense, moyennement dense et très dense) et sur la présence d'équipement de collecte collectif (point d'apport volontaire), qu'il est proposé de combiner ainsi :



Aussi, le territoire de Saint-Malo Agglomération sera maillé différemment selon les possibilités technique et géographique en donnant la priorité à l'installation de compostage qui a pour double intérêt de réduire la quantité de déchets produite et de limiter le coût du service.

La répartition des équipements par solution retenue (projection à fin 2032) :

- Compostage individuel : 31 070 foyers représentant 49% de la population
- Compostage partagé : 21 000 foyers représentant 33% de la population
- Collecte en abri-bacs : 9 620 foyers représentant 15% de la population
- Collecte en borne PAV (Point d'Apport Volontaire) : 1 717 foyers représentant 3% de la population

Il est proposé un phasage de déploiement avec un début dès 2025 pour la commande des équipements, la programmation en lien avec les communes des sites d'installation des modes de gestion collectif (compostage partagé, colonnes et abri-bacs) et l'organisation de la gestion des aires de compostage partagé.

Le phasage de déploiement est prévu pour assurer une première collecte des biodéchets à partir de début 2027.

La finalisation du plan de déploiement (hors renouvellement) est prévue pour 2032, l'installation d'aires de compostage partagé et la distribution de composteurs individuels étant plus long à mettre en œuvre car couvrant une large population.

Saint-Malo Agglomération est en lien régulier avec le SMPRB, syndicat de traitement des déchets, afin d'assurer la prise en charge des biodéchets collectés par une structure opérationnelle.

Le coût de mise en œuvre global (sur les 8 années de déploiement) est estimé à 7 375 490€ HT (hors facturation des professionnels bénéficiant de la collecte des biodéchets en abri-bacs ou bornes PAV), soit une moyenne de 921 936€ par an.

Ce montant recouvre :

- En investissement : acquisition des équipements (composteurs, abri-bacs, colonnes), pour un montant prévisionnel de 4 625 067€ ;
- En fonctionnement : coûts de fonctionnement et de moyens humains dédiés aux biodéchets (auxquels sont défalqués les coûts évités liés au traitement des ordures ménagères résiduelles), pour un montant prévisionnel de 2 750 423€.

Lors de l'étude globale sur la refonte de la redevance spéciale, la facturation de la collecte des biodéchets produits par les professionnels sera questionnée.

Vu la loi n°2015-992 du 17/08/2015 relative à la Transition Energétique Pour la Croissance Verte (TEPCV) ayant imposé la généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs de déchets (ménages et activités économiques) à compter du 1er janvier 2024 ;

Vu la loi n°2020-105 du 10/02/2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite AGEC) qui a introduit l'anti-gaspillage alimentaire et la valorisation des biodéchets ;

Vu le Code de l'Environnement, et son l'article L 541-15-1, portant obligation pour les collectivités territoriales, responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés d'établir un Programme de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés et son article L 541-1-1 définissant les biodéchets comme des « déchets non dangereux biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménage, des bureaux, des restaurants, [...], ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23/03/2020 portant adoption du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Décrets (PRPGD) ;

Vu la délibération n°01-2021 du 18/11/2021 approuvant le projet de territoire de Saint-Malo Agglomération ;

Vu la délibération n°18-2024 du 04/11/2024 approuvant le Programme de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2024-2030 ;

Suivant l'avis favorable de la Commission Collecte, traitement et valorisation des déchets en date du 19 novembre 2024,

**Le conseil communautaire**, après en avoir délibéré :

- **Prend acte** du rapport d'étude intitulé « Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de gestion des biodéchets » du cabinet VERDICITE et de ses préconisations ;
- **Valide** le scénario de gestion différenciée des biodéchets ;
- **Autorise** la mise en œuvre de la stratégie de déploiement du scénario de gestion différenciée des biodéchets ;
- **Autorise** l'inscription des crédits annuels nécessaires à sa mise en œuvre sous réserve de l'adoption des crédits au vote du budget ;
- **Evalue** annuellement les actions mises en œuvre et en mesure l'impact sur la production d'ordures ménagères résiduelles du territoire ;
- **Sollicite** les subventions auprès de l'ADEME ou tout autre organisme permettant de réduire l'impact financier de cette mise en œuvre ;
- **Autorise** le Président, ou le Vice-Président délégué, à signer les dossiers de demande de subvention s'y rapportant.

Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés. Par 52 voix POUR,

Le Secrétaire de séance,

Régis PRUVOST

Le registre dûment signé,

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation, la Directrice  
des Services Communautaires,  
Sylvie PASCAL